



*TRACES
et
JALONS*

*Du colloque
Femmes et Action politique*

POURQUOI PAS MOI ?

GRUPE FEMMES, POLITIQUE
ET DÉMOCRATIE



Université du Québec
École nationale d'administration publique

SOPHIE BRIÈRE, CHARGÉE DE PROJET À L'ENAP

Le Colloque Femmes et action politique, organisé conjointement par le Groupe Femmes, Politique et Démocratie et l'École nationale d'administration publique, a été tenu le 4 novembre 1999 à l'ENAP-Québec. Une soixantaine de femmes et quelques hommes y ont participé. Ces personnes provenaient en grande partie des milieux communautaire, politique, universitaire et gouvernemental. Bon nombre de femmes à l'étape de la réflexion préalable à un engagement politique et démocratique ont aussi participé au colloque.

Des intervenantes engagées

La première activité d'information et d'échanges de la journée a réuni des politiciennes expérimentées qui œuvrent à différents paliers politiques. Les participantes à cette table ronde étaient Lucie Pépin, sénatrice et ex-députée d'Outremont à la Chambre des communes, Fatima Houda-Pépin, députée du comté de La Pinière à l'Assemblée nationale, Diane Lavallée, présidente du Conseil du statut de la femme et ex-candidate aux élections provinciales de 1994, Denise Lévesque, mairesse de la municipalité de Rivière-du-Loup et enfin, Marie Malavoy, professeure à l'Université de Sherbrooke, ex-députée du comté de Sherbrooke, membre du conseil exécutif du Parti québécois.

Des professeures dont les travaux de recherche portent sur la contribution des femmes à l'action politique et sur la gestion de la carrière des femmes, Manon Tremblay, de l'Université d'Ottawa, ainsi que Marie-Michèle Guay et Natalie Rinfret, de l'ENAP ont également pris part à ce colloque.

Enfin, la clôture de cette journée fructueuse a été assurée par madame Linda Goupil, ministre de la Justice, procureure générale et ministre responsable de la Condition féminine. Madame Goupil était accompagnée pour l'occasion de la sous-ministre associée au Secrétariat à la condition féminine, madame Léa Cousineau, qui a été l'animatrice de la table ronde.

Les participantes à la table ronde



M^{me} LUCIE PÉPIN



M^{me} FATIMA HOUDA-PÉPIN



M^{me} DIANE LAVALLÉE



M^{me} DENISE LÉVESQUE

L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

Fondée en 1969, l'École nationale d'administration publique (ENAP) est une école d'enseignement supérieur à vocation professionnelle. L'ENAP se voue à la formation et au perfectionnement des professionnels et des gestionnaires publics, ainsi qu'à la recherche en administration publique. Membre du réseau de l'Université du Québec, l'ENAP dispense un enseignement de deuxième et de troisième cycles auprès d'une clientèle œuvrant dans l'administration publique ou souhaitant y faire carrière.

LE GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Lancé en 1998 par quatre femmes et un homme, ce groupe s'est donné les mandats de sensibiliser les femmes à la nécessité qu'elles s'engagent plus nombreuses dans l'action politique et démocratique; de les soutenir dans leur préparation et leur engagement; de leur proposer des activités d'information, de perfectionnement et de suivi qui s'inscrivent dans une continuité.

Le colloque Femmes et action politique tenu le 4 novembre 1999 à l'ENAP-Québec a mis en lumière certaines perceptions des femmes par rapport à l'engagement politique et à la persistance de la motivation chez les élues. Il a proposé une nouvelle façon de parler des femmes, de la politique et de la démocratie. Ce colloque a permis de poser non seulement des jalons de réflexion, mais aussi d'action.

Parmi les constantes qui ont marqué les échanges :

1. pour les femmes, quoi que l'on en dise, l'implication en politique exige encore une adaptation à un milieu d'hommes et à des pratiques masculines;
2. une bonne partie des participantes réfute toutefois qu'il y ait deux visions du monde différentes voire opposées : celle des hommes et celle des femmes. Tout en admettant des divergences d'approches et même de valeurs, elles misent beaucoup sur la complémentarité;
3. l'action politique peut apporter des satisfactions et du plaisir;
4. la présence des femmes en politique a déjà changé des choses, notamment en regard de la priorité donnée à certains dossiers (garderie, équité salariale, etc.);
5. rien n'est encore gagné pour faire en sorte que la représentation démocratique soit plus invitante pour les femmes. Pour y arriver, on souhaite la solidarité du monde politique, militants et élus de tous horizons (femmes et hommes).



L'action politique peut apporter des satisfactions et du plaisir.

ÉLAINE HÉMOND,
présidente du Groupe Femmes, Politique et Démocratie

Parmi les commentaires les plus fréquents :

1. les femmes voient souvent la politique comme l'univers de la compromission, plus que du compromis;
2. celles qui finissent par s'engager ont dit *Non* plusieurs fois aux invitations qui leur étaient faites avant d'accepter;
3. l'implication des femmes dans les organismes communautaires, les syndicats, les conseils d'administration d'organismes socio-économiques, les centres de développement local ou régional ou autres constitue une excellente école d'action politique.

Ces constats et opinions ont confirmé au Groupe Femmes, Politique et Démocratie la nécessité de travailler auprès et avec des femmes motivées par l'engagement politique et démocratique. De plus, il devient évident que l'accroissement de la participation des femmes au pouvoir politique se fera lorsque la population en général regardera le monde de la politique avec moins de scepticisme, voire de cynisme. Le colloque *Femmes et action politique* est un premier pas vers ce nécessaire changement de perceptions. Bonne lecture des pages qui suivent!

ÉLAINE HÉMOND

LE GROUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

Pourquoi l'avoir créé?

Les principes qui ont motivé la création de cet organisme sont :

1. l'urgence d'informer les citoyens et les citoyennes des enjeux liés à une démocratie tronquée par la trop faible participation des femmes aux orientations de la société;
2. l'indispensable égalité dans la participation des femmes aux décisions sociétales qui se prennent à différents paliers politiques;
3. la nécessité d'offrir aux femmes intéressées par un engagement politique un soutien adapté à leurs besoins et à leurs approches.

Pourquoi y adhérer?

Pour joindre un réseau de citoyennes et de citoyens soucieux d'accroître la participation des femmes aux différentes décisions qui dictent le quotidien et l'avenir de notre société; pour contribuer à des réflexions et à des choix d'actions visant l'atteinte de cet objectif.

Comment y adhérer?

En demandant un formulaire d'adhésion au Groupe Femmes, Politique et Démocratie par téléphone, (418) 654-9390, ou par courriel, edissimo@globetrotter.net. Les coûts de l'adhésion sont les suivants : 25 \$/an pour les membres réguliers, 50 \$/an pour les membres piliers et 100 \$ pour les membres institutionnels.

L'ENAP, LES FEMMES ET L'ACTION POLITIQUE

MADELEINE MOREAU, DIRECTRICE DE LA COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DES SERVICES CONSEILS À L'ENAP

C'est avec enthousiasme que l'ENAP s'est associée à l'organisation du colloque *Femmes et action politique* puisque celui-ci a réuni deux thèmes d'intérêt pour l'École : le développement des compétences des femmes et la dimension politique de la gestion de l'État.

Cette activité a permis de mettre à contribution l'expertise de deux professeurs de l'ENAP qui s'intéressent de près à la carrière des femmes dans le domaine public, mesdames Marie-Michèle Guay et Natalie Rinfret. Elle aura été aussi une occasion privilégiée de mieux apprécier les progrès, mais aussi de mieux comprendre la problématique liée à la participation équitable des femmes aux affaires publiques.

présentes. D'une part, les politiques de décentralisation et de développement régional récemment adoptées sont favorables à une plus grande implication des citoyennes et citoyens et, d'autre part, les structures et les modes de fonctionnement des instances décisionnelles des organismes chargés de la gestion des secteurs de la santé et de l'éducation sont de plus en plus accessibles à tous ceux et celles qui souhaitent influencer la décision publique. D'ailleurs, les conclusions de notre colloque démontrent que l'implication des femmes dans leur milieu immédiat, soit aux niveaux local et municipal, constitue un excellent tremplin pour celles qui aspirent à faire carrière sur d'autres tribunes, notamment sur la scène québécoise et fédérale.



M^{me} MADELEINE MOREAU, directrice de la coopération internationale et des services conseils à l'ENAP; et LINDA GOUPIL, ministre de la Justice, procureure générale et ministre responsable de la Condition féminine.

Certains se demanderont pourquoi l'ENAP, dont la mission principale consiste à participer au développement de l'administration publique par la recherche et surtout par la formation des gestionnaires, a choisi de s'intéresser à l'action « politique ». Si l'on observe ce qui constitue actuellement le défi de gouverner efficacement l'État, il est assez juste de dire que celui-ci exige qu'une attention particulière soit accordée aux interrelations et à la coordination entre le politique et l'administratif et à une implication plus systématique de la société civile à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des grandes politiques publiques qui leur sont destinées. Suivant ce constat, on comprend alors mieux que l'action politique ou, de manière plus large, l'action publique, ne saurait être dissociée de l'étude de l'environnement propre à l'administration publique.

L'action publique est plus que jamais en effervescence et il appartient aux femmes de profiter de ce mouvement afin d'y être plus

L'action publique est plus que jamais en effervescence et il appartient aux femmes de profiter de ce mouvement afin d'y être plus présentes.

À la suite de ce colloque qui a donné lieu à des présentations d'experts, à des témoignages vibrants de femmes qui ont une carrière réussie en politique et à des recommandations faites par les participantes, l'ENAP a convenu de poursuivre ses interventions du côté de la formation à l'action publique. Concrètement, l'ENAP offrira à l'automne 2000 des activités de perfectionnement à l'intention des femmes mais aussi à des hommes et à des organisations désireuses d'accroître des compétences liées à l'action publique. Il pourra s'agir d'habiletés requises afin d'œuvrer en politique, d'occuper des postes d'administrateurs dans des organismes publics et parapublics ou encore de faciliter une implication dans des organismes publics, communautaires et dans le milieu associatif en général. Les femmes devraient être, selon moi, les principales bénéficiaires de cette formation et, à cet égard, nous vous informerons de ces développements et nous espérons que nous aurons l'occasion de vous rencontrer à nouveau dans le cadre des activités à venir.

AVEC MANON TREMBLAY, DIRECTRICE DU CENTRE DE RECHERCHE FEMMES ET POLITIQUE

LES FEMMES PEUVENT-ELLES CHANGER LA POLITIQUE?

Cette question est au centre des préoccupations de Manon Tremblay, professeure en science politique à l'Université d'Ottawa. La chercheuse qui travaille sur le thème des femmes et de la politique depuis dix ans a ouvert le colloque avec cette interrogation. « Les femmes peuvent-elles changer la politique? » Elle répond ici aux questions d'Élaine Hémond du Groupe Femmes, Politique et Démocratie.

Élaine Hémond – La présence des femmes parmi les élites politiques prend actuellement beaucoup d'importance dans les débats. Pourquoi tant d'intérêt et quels arguments soutiennent le mouvement en faveur de l'accroissement du nombre de femmes aux paliers décisionnels?

Manon Tremblay – Ce débat s'explique selon moi par la vive conscience de la sous-représentation des femmes en politique. Quant au premier argument en faveur d'une présence accrue des femmes en politique, il est mathématique. Les femmes, qui constituent 50 % de la population, devraient occuper à peu près la moitié des sièges des instances décisionnelles.

En l'an 2000, les femmes occupent 20 % des banquettes à la Chambre des communes du Canada, 21,6 % des sièges à l'Assemblée nationale du Québec et autour de 10 % des postes de maires au Canada. Ce n'est qu'au Sénat que les femmes (30 %) sont sur le point de former une masse critique. Devant cette insuffisance du nombre de femmes au sein des instances décisionnelles, des stratégies ont été développées tant par les groupes de femmes que par les partis politiques pour favoriser la participation des femmes à ces fonctions clés.

E. H. Croyez-vous qu'une participation accrue des femmes à la prise des décisions dictant le présent et l'avenir de notre société soit susceptible d'entraîner de véritables changements?

M. T. C'est le fondement du second argument pour l'augmentation de la présence de femmes en politique. Plusieurs avancent, en effet, que les femmes apporteraient des changements en politique parce que leur socialisation et leurs expériences personnelles et professionnelles dans la société sont bien différentes de celles des hommes.

En se privant de cette diversité d'expériences, d'idées et de compétences, la sous-représentation des femmes dans les instances décisionnelles signifierait non seulement que les demandes, besoins et intérêts des femmes ne sont pas bien représentés, mais aussi que la gouverne politique fonctionne à 50 % de sa capacité.

E.H. Que disent les études relativement aux changements que la présence des femmes en nombre significatif peut apporter à la politique?

M.T. Les études soulignent trois grands domaines où les femmes pourraient faire une différence en politique. Tout d'abord, les femmes modifieraient l'ordre du jour en politique, donc les priorités, et favoriseraient l'émergence de questions qui, en leur absence, seraient restées lettres mortes. Ensuite, les femmes donneraient à ces questions une priorité dans les plans d'action des paliers gouvernementaux où elles sont engagées. Deuxièmement, les femmes amèneraient à la gouverne politique une vision différente des politiques publiques, vision dite plus globale. Enfin, les femmes seraient porteuses d'une autre façon de travailler, c'est-à-dire qu'elles modifieraient le langage, le temps et l'espace à partir desquels se joue la politique.

Les femmes ne font pas de la politique mieux que les hommes, mais elles la font différemment, entre autres parce que leur socialisation et leurs expériences de vie sont différentes.

E.H. Vous craignez que ce défi lancé aux femmes les enferme dans leur rôle traditionnel de salvatrices de la société. Ne croyez-vous pas que cette mise en garde risque surtout de servir ceux qui ne tiennent pas à voir les femmes prendre plus de place en politique?

M.T. Ma mise en garde est un tantinet provocatrice, mais elle veut faire prendre conscience aux femmes des dangers de revendiquer plus de place en politique sur la base de leurs rôles traditionnels. Personnellement, je ne crois pas que les femmes font de la politique mieux que les hommes, mais elles la font différemment, entre autres parce que leur socialisation et leurs expériences de vie sont différentes. Il faut démystifier ce discours néo-conservateur qui fait de la place aux femmes en politique en autant qu'elles y reproduisent leurs rôles traditionnels.



Non, les carottes ne sont pas cuites et nos chiens ne sont pas morts! Bado, Le Droit, Ottawa

LA POLITIQUE ET MOI

PAR ÉLISABETH GERMAIN

AGENTE DE DÉVELOPPEMENT À LA TABLE DE CONCERTATION DE GROUPES DE FEMMES DU BAS-ST-LAURENT

TIENS, V'LA DES FEMMES qui connaissent la politique qui viennent nous en parler! Au rendez-vous : leurs motivations, leurs défis, leurs bonheurs, la clarté... et une grande complicité avec les participantes.

Lucie Pépin

Sénatrice, ex-députée à la Chambre des communes, ex-présidente du Conseil consultatif canadien sur la situation de la femme (CCCSF)

Contrairement à ce que l'on entend souvent, les femmes font de la politique différemment des hommes, affirme Lucie Pépin. Elles sont, à son avis, plus humaines et plus pragmatiques. La sénatrice a constaté que les femmes engagées en politique savent prendre leurs distances de la *partisanerie*. « Bien sûr, admet-elle, nous avons nos lignes de parti, mais les femmes de toutes allégeances sont capables de travailler ensemble et d'établir des consensus sur des questions qui leur tiennent particulièrement à cœur. » Rappelons-nous la tentative avortée du gouvernement Mulroney de recriminaliser l'avortement au Canada.

M^{me} Pépin insiste sur l'importance que les femmes en politique affichent leurs idées et leurs convictions. Elle précise : « Les femmes ne doivent surtout pas rester dans l'ombre et passer inaperçues. Sous représentées aux instances décisionnelles, elles doivent se distinguer sans chercher à masquer leurs différences, lance-t-elle. En riant, la sénatrice signale qu'à cet égard les hommes sont ravis de voir arriver les femmes pour leur remettre tout ce qui concerne les dossiers à caractère féminin. Mais attention, le risque est grand de tomber dans le piège de la disponibilité et de l'efficacité si facilement reconnues! »

Les femmes font de la politique différemment des hommes. Elles sont plus humaines, plus pragmatiques et savent prendre leurs distances de la partisanerie.

Reste-t-il encore des choses à changer pour que se réalise le véritable partage du pouvoir entre les hommes et les femmes? M^{me} Pépin acquiesce sans hésiter. « Toute nouvelle députée perçoit d'ailleurs cette nécessité dès le lendemain de son élection. Cette réalité se manifeste de différentes façons, notamment lors de la répartition des bureaux, de la distribution des sièges en Chambre ou au moment du choix des comités au sein desquels elle siègera. Malgré les progrès réalisés, il apparaît clairement que les hommes sont encore plus choyés que les femmes. Si les femmes veulent contribuer à changer les processus politiques, elles ont encore du travail à faire! » Lucie Pépin encourage les femmes à se présenter en politique « car c'est l'une des plus belles professions si on y met du cœur! »

Fatima Houda-Pépin

Députée à l'Assemblée nationale

M^{me} Fatima Houda-Pépin voit, pour sa part, peu de différence dans les façons de faire de la politique au masculin ou au féminin. Elle croit que les compétences souhaitables et les défis sont semblables pour les hommes et les femmes.

Qualités personnelles indispensables pour mener une carrière politique : intégrité, confiance en soi, détermination, loyauté et sens du travail d'équipe.

Fatima Houda-Pépin s'attache plutôt à certaines habiletés indispensables. « Il importe de connaître plusieurs horizons professionnels, d'avoir une grande capacité d'écoute – c'est très important si l'on veut bien représenter les citoyens – et de bien connaître ses dossiers. » Quant aux qualités personnelles indispensables, elle insiste sur l'intégrité, la confiance en soi, la détermination, la loyauté et le sens du travail d'équipe. « Il faut par-dessus tout aimer ce travail et avoir une motivation très solide », précise la députée de La Pinière. Elle parle d'ailleurs avec conviction de la combinaison défi/plaisir qu'une femme peut trouver en politique.

Comme plusieurs de ses collègues, Fatima Houda-Pépin a aussi refusé de se présenter aux élections, avant de finir par accepter. Au moment de poser sa candidature, cette militante de la cause des femmes et des communautés culturelles n'a posé qu'une condition, celle d'être acceptée et soutenue par l'exécutif local de son parti.

M^{me} Houda-Pépin voit plusieurs facettes à son rôle de députée. « Représenter mes électeurs est le rôle le plus gratifiant pour moi », dit-elle en ajoutant percevoir aussi sa fonction de députée comme celle d'un législateur. Enfin, elle accorde beaucoup d'importance à la responsabilité des députés de contrôler le gouvernement. « À cet égard, la période de questions en Chambre, haute en couleurs, est bien connue, mais les commissions parlementaires, qui se déroulent généralement de façon plus harmonieuse, sont également cruciales. »

La constitution d'un réseau n'a pas posé de problème à M^{me} Houda-Pépin. Elle en connaissait la nécessité et avait tout naturellement tissé ce réseau dans l'action communautaire menée avec les femmes des minorités ethniques dont elle est restée très proche.

Diane Lavallée

Présidente du Conseil du statut de la femme, candidate aux élections québécoises en 1994

Diane Lavallée n'ayant pas eu de modèle politique dans sa jeunesse n'avait jamais imaginé avoir, un jour, accès à ce pouvoir. C'est dans l'action syndicale qu'elle a cheminé vers le pouvoir sans le chercher, avançant souvent « avec une quasi-naïveté », dit-elle.

Le mieux-être des citoyens est pour M^{me} Lavallée le centre de la motivation politique. À ce chapitre, elle est allée à bonne école car dans les syndicats, les commentants sont proches et exigeants. Cette expérience lui a enseigné la vigilance, l'importance de la préparation des dossiers et l'aptitude à développer des stratégies, notamment face aux médias. « De plus, dans le syndicalisme comme en politique, les rapports avec l'opposition sont toujours là, parfois difficiles », souligne-t-elle.

Quant aux relations des femmes avec l'exercice du pouvoir, M^{me} Lavallée rappelle quelques paradoxes. « Ainsi, à la Fédération des infirmières, nous n'avons rien inventé. Les clans et les jeux de pouvoir ne disparaissent pas parce que nous sommes des femmes et la délégation traditionnelle du pouvoir aux hommes persiste! Les hommes détenaient 25 % des postes de décision alors qu'ils ne représentaient que 8 % des membres. »

Diane Lavallée a été plusieurs fois invitée à entrer en politique, « mais ma volonté d'embarquer a beaucoup fluctué en fonction du regard approbateur que je cherchais dans mon entourage ». L'importance du regard de l'autre par rapport à nos compétences serait-elle particulièrement importante pour nous les femmes? Bonne question.

Et juste après avoir accepté de se porter candidate, M^{me} Lavallée a appris qu'elle était enceinte. « Mon bébé est né une semaine avant le déclenchement des élections, dit-elle. Ce qui ne m'a pas empêché d'allaiter pendant la campagne électorale. » Une priorité féminine qui a donné des cheveux blancs à ses organisateurs!

S'accorder avec certains adversaires sur des idées et, plus encore, l'admettre et l'afficher, c'est peut-être des caractéristiques des femmes en politique.

Le rapport avec les adversaires politiques est-il également différent pour les femmes? C'est ce qu'est portée à croire M^{me} Lavallée qui rappelle : « Lors des élections de 1994, mon adversaire (une femme) et moi-même avons surtout mené une lutte d'idées et nos organisateurs nous ont demandé d'être plus agressives. Peut-être est-ce une spécificité des femmes que de pouvoir, même adversaires, s'accorder sur des idées et, plus encore, de l'admettre et de l'afficher! »

Diane Lavallée déplore que les femmes soient particulièrement exigeantes envers les femmes au pouvoir. Les citoyennes se montrent souvent très sévères et laissent aux élus peu de marge de manœuvre. Les militantes invoquent même parfois un manque de solidarité si ces élus ne réussissent pas à faire accepter leur point de vue. « Pourtant, si on ne leur donne pas notre soutien, on les affaiblit et on affaiblit également le pouvoir démocratique des femmes », conclut la présidente du Conseil du statut de la femme.

Denise Lévesque

Mairesse de Rivière-du-Loup

Denise Lévesque est aussi une battante. Elle affirme sans ambiguïté qu'une femme politique en région doit avoir encore plus de culot que les autres! Se présentant comme une autodidacte, la mairesse de Rivière-du-Loup ne croit pas que ce sont les diplômés qui comptent le plus dans la capacité d'exercer une fonction démocratique. Cependant, il est pour elle important d'avoir des mentors, et les siens ont été Thérèse Casgrain puis Lucie Pépin.

M^{me} Lévesque dit n'avoir jamais fait les choses différemment parce qu'elle était une femme, mais parce qu'elle était différente comme personne. « C'est avec mes idées que je voulais prendre ma place. Je ne voulais plus voir passer la parade, mais l'organiser. »

Les élues doivent s'accrocher à leur volonté de garder les mains libres.

Le cheminement de M^{me} Lévesque a été celui de bien des femmes. Elle a élevé une famille et épaulé son mari, chef d'entreprise, qui l'a d'ailleurs initiée au monde des affaires. « La politique fait aussi partie de cet univers », dit-elle. Puis, elle a joint la politique en 1985 en se présentant aux élections provinciales. Elle fut battue de peu et a réalisé qu'au-delà de la formation et de l'expérience, si on a du jugement, du leadership, une bonne connaissance de soi et la capacité d'administrer une maison, une femme peut y aller en toute confiance!

Le palier municipal l'a ensuite intéressée. « On y est proche des gens 24 heures sur 24. C'est le plus exigeant mais aussi le plus gratifiant. Et une leueur moqueuse dans les yeux, elle ajoute que pour faire son épicerie, il lui faut compter deux heures au lieu d'une demi-heure. »

À la fin de son mandat, la mairesse de Rivière-du-Loup se réjouit d'avoir, entre autres, réussi à établir une politique familiale dans sa ville. « Ça peut se faire et ça doit se faire, car s'il n'y a pas de familles en ville, il n'y aura pas de ville du tout! Pour convaincre certains membres du personnel municipal qui se montraient réticents, je les ai envoyés suivre le cours de l'AFÉAS intitulé *Penser et agir en famille*. » Cette femme bouillonnante de vie et directe croit que dans une société, pour changer les choses, il faut le faire de l'intérieur.

Enfin, Denise Lévesque insiste sur la nécessité que les élues s'accrochent à leur volonté de garder les mains libres en politique. « C'est possible, dit-elle. Et changer la façon de faire de la politique, c'est peut-être juste cela. Osez! »

M^{me} LÉA COUSINEAU, sous-ministre associée et responsable du Secrétariat à la Condition féminine, a animé la table ronde.

LES HABILITÉS POLITIQUES : DES INCONTOURNABLES AU POUVOIR ROSE!

NATALIE RINFRET, Ph.D., professeure à l'ENAP et cofondatrice du Groupe Femmes, Politique et Démocratie.

Les femmes confondent souvent les habiletés politiques avec la tricherie, la tromperie ou la perfidie, qui sont des utilisations malhonnêtes de ces habiletés.



Lorsque l'on veut réussir en politique, il est nécessaire d'être dynamique et engagé, de savoir décoder son environnement, d'être bon communicateur, mais surtout, si l'on veut atteindre les résultats que l'on vise, il faut être habile politiquement.

Qu'est-ce que l'on entend par habiletés politiques? Concrètement, on dira que savoir argumenter, convaincre, négocier, trouver des appuis, choisir ses alliés et tirer parti de sa marge de manœuvre constituent l'essentiel des habiletés politiques. Ces habiletés proviennent donc de l'art de mobiliser les sources de pouvoir mises à sa disposition. Par ailleurs, il semble que les femmes ne perçoivent pas le pouvoir de la même façon que leurs collègues masculins et, par le fait même, elles accorderaient une connotation péjorative à l'expression habiletés politiques. Ces habiletés seraient confondues avec la tricherie, la tromperie ou la perfidie qui ne caractérisent, en fait, que certaines utilisations malhonnêtes de celles-ci.

Une autre raison aux perceptions du pouvoir différentes des femmes viendrait des diverses croyances issues de la socialisation des femmes sur la façon dont le monde devrait fonctionner. Parmi ces croyances, on retrouve l'idéologie de la méritocratie, selon laquelle les récompenses sont accordées au mérite objectif, sans aucune autre considération; l'idéologie des relations humaines qui prône, quant à elle, la gratuité absolue dans les interrelations et, finalement, l'idéologie de l'autosuffisance qui présente comme hautement désirable le fait de ne compter que sur ses propres moyens et de ne rien devoir à personne.

Évidemment, ces trois idéaux irréalistes et désincarnés doivent être remplacés par une juste vision de la réalité sociale pour permettre une utilisation aisée des habiletés politiques. Ainsi, la réussite en politique ne dépend pas uniquement de la compétence et de l'acharnement au travail.

Le succès des femmes en politique serait donc tributaire des apprentissages suivants :

- apprendre les règles du jeu et les suivre, c'est-à-dire bien saisir la dynamique du pouvoir en place et connaître la culture du parti, du conseil d'administration ou de l'instance dans laquelle on s'inscrit;
- contrôler le cheminement de sa carrière;
- développer sa confiance en soi;
- compter sur les autres, c'est-à-dire apprendre à déléguer et à développer un réseau;
- avoir de l'impact, c'est-à-dire faire reconnaître les mérites de sa proposition;
- apprendre à concilier le travail et la vie familiale.

En somme, avant que le pouvoir ne se colore en rose, il est essentiel que les femmes qui investissent les corridors politiques atteignent une masse critique. Et d'ici là, il faut, selon moi, qu'elles se résignent à jouer le jeu du pouvoir bleu!

DES FEMMES À L'AVANT-PLAN DANS L'UNIVERS POLITIQUE : UNE NÉCESSITÉ!

MARIE-MICHELLE GUY,
Ph.D., professeure à l'ENAP.



Savoir gérer son temps avec attention, sans confondre agitation et action, supporter l'imperfection et imposer son propre rythme de travail.

Lorsqu'on se penche sur les nombreux progrès des dernières années relativement à la contribution des femmes à la politique, on constate qu'il y a toujours urgence en la demeure pour que davantage de femmes soient à l'avant-plan et influencent les orientations de notre société. La représentation des femmes dans l'univers du travail est, en effet, bien en deçà de leur poids démographique et si on examine cet aspect dans la vie politique, on constate qu'au rythme actuel, l'Assemblée nationale ne sera composée d'hommes et de femmes en nombre égal que dans 60 ans!

On peut donc se demander comment les jeunes femmes peuvent se préparer à œuvrer dans cet univers qui exige à la fois de la polyvalence, une expertise pointue, une détermination à toute épreuve, des compétences relationnelles et stratégiques, sans oublier l'obligation de casser certains stéréotypes.

Mission impossible! Défi stimulant?

Certaines stratégies peuvent soutenir la réussite d'un engagement politique.

Entre autres :

- renouveler sa conception du travail et du succès;
- se débarrasser de la logique perdante de la stabilité et de la continuité pour adhérer à une vision qui valorise les expériences multiples;
- éviter de penser qu'on vous a choisie parce que vous êtes une femme ou que l'on va vous confier certains dossiers pour cette seule raison;
- se perfectionner et notamment apprendre à communiquer. En politique, les médias sont impitoyables!;
- cultiver son réseau. Sans réseautage, moins de visibilité, d'appuis et de crédibilité. Dans l'univers politique, il faut, plus qu'ailleurs, savoir s'entourer, argumenter, convaincre toutes sortes d'interlocuteurs pour finalement susciter l'adhésion;
- savoir que la vie politique n'apporte pas seulement gloire et succès. Il faut vivre avec des insuccès et avec l'envie de certains qui vont établir une compétition sur notre propre terrain;
- s'offrir le plaisir de jouer le rôle de mentor, si l'on est une femme politique d'expérience, ou de s'en trouver un si l'on débute.

Au-delà de ces quelques stratégies, il est important de savoir gérer son temps avec attention, sans confondre agitation et action, de pouvoir supporter l'imperfection, d'être capable de sauter sur la glace quand les choses se corsent et, enfin, d'oser imposer son propre rythme dans un contexte où il faut se faire remarquer.

PAR ÉLISABETH GERMAIN

*« Comme beaucoup d'autres, j'ai d'abord dit non!, lance Marie Malavoy d'entrée de jeu. La participation des femmes à la vie politique est récente, et ce monde ne nous est pas naturel. Petites on n'en a pas rêvé. On se demande souvent ce qu'il faudrait pour que les femmes ne disent pas non. »
La conférencière croit que les règles du jeu suivent un modèle compétitif viril qui rebute souvent les femmes. Aussi, il faut être très forte pour se lancer en politique en arrivant à prendre ses distances de façons de faire qui ne nous conviennent pas nécessairement.*



M^{me} MARIE MALAVOY,
professeure à l'Université de Sherbrooke et membre du conseil
exécutif du Parti québécois.

*Les choses stagnent actuellement.
Serait-ce parce que si nous continuons à augmenter
notre nombre aux postes de pouvoir, nous serons vues
comme prenant la place des hommes ?*

Typologie de la candidature féminine, selon Marie Malavoy

Poursuivant sa réflexion, la professeure de l'Université de Sherbrooke propose trois types de femmes qui, à son avis, décrivent bien celles qui décident de faire le saut en politique.

Les sollicitées sont celles que les hautes instances ou le chef d'un parti viennent chercher. Ça ne vient pas de nous et on se questionne. « Est-ce que j'ai vraiment envie de ça...? »

Les poussées sont soutenues par la base, par les militantes et les militants. Elles ont accompli de nombreuses tâches, n'ont jamais pensé à devenir cheffe, sont convaincues du bien-fondé de la cause, mais se voient plutôt comme des subalternes. Elles ont besoin d'être entourées.

Les plongeuses se disent un beau jour : « Prête, pas prête, j'y vais! » C'est souvent en début de campagne qu'elles se décident à faire le plongeon.

M^{me} Malavoy explique que les femmes constituent une dentée recherchée en politique. « Mais on dirait que maintenant les choses stagnent. Serait-ce parce que si nous continuons à augmenter notre nombre aux postes de pouvoir, nous serons vues comme prenant la place des hommes? C'est le paradoxe de la situation. On nous demande, en effet, d'accepter les règles du jeu des hommes et, en même temps, d'apporter une contribution de femmes. » À cet égard, Marie Malavoy voit l'importance que le modèle à développer soit non seulement cohérent, mais attirant et pas trop lourd à porter. Sans quoi, nos filles ne suivront pas.

Enfin, la conférencière insiste sur la possibilité de garder des valeurs dans le monde politique. « La politique, c'est d'abord ce que nous en faisons, explique-t-elle. Bien sûr, il y a des compromis à faire et, comme femmes, nous rencontrons parfois des difficultés particulières. Mais il y a encore tellement de choses à changer! Pensons à ce qui a été fait : l'équité salariale, la fin des sessions de nuit à l'Assemblée nationale, les garderies, etc. Beaucoup d'hommes sont des alliés sur de telles questions, mais il faut leur ouvrir les portes. »

La politique, un beau métier pour des femmes! conclut Marie Malavoy. D'ailleurs, même si le mot pouvoir résonne souvent mal aux oreilles des femmes, elles possèdent des atouts précieux. « En tant que filles et femmes, nous avons notamment appris à faire beaucoup de choses en même temps incluant prendre soin des gens. Et c'est justement ça faire de la politique! »

PAR ÉLISABETH GERMAIN ET ÉLAINE HÉMOND

Linda Goupil a 38 ans et deux enfants; elle partage sa vie avec son conjoint. Dans son allocution, sa première pensée va à ses parents. « Je leur suis reconnaissante de m'avoir aidée à développer des sentiments d'estime de soi, le sens des responsabilités et la conscience de la possibilité de choisir. »

Sa vie de ministre de la Justice et de la Condition féminine est très exigeante. « Il faut de la rigueur, un grand sens de l'organisation et la présence, autour de moi, de personnes qui me soutiennent. Elle ajoute : La politique est un monde conçu par des hommes et nous n'y sommes pas encore en nombre suffisant pour pouvoir vraiment faire les choses à notre manière. »

Que la société ne valorise pas la fonction de politicienne ne fait aucun doute pour Linda Goupil. Mais il faut, malgré cela, nous attacher à demeurer nous-mêmes. Selon elle, les femmes sont entières et veulent exceller. « Pour ma part, j'aime diriger ma vie, confie-t-elle. J'aime aussi maîtriser ma façon de m'exprimer et contribuer à faire évoluer les choses. » À cet égard, elle voit l'exercice du pouvoir non pas comme un pouvoir sur les gens, mais comme un outil pour changer ce que l'on n'aime pas. D'ailleurs, il est faux, selon elle, de croire qu'en politique tout est organisé d'avance. « Le pouvoir appartient à celles et à ceux qui veulent le prendre et les femmes peuvent maintenant l'exercer ouvertement. »

La ministre reconnaît les difficultés rencontrées par les femmes dans les milieux du pouvoir. « Il y a une forte pression sur celles qui occupent des fonctions politiques, car les femmes ont énormément d'attentes à leur égard, explique-t-elle. Mais comme nous ne sommes pas encore en nombre suffisant, les choses bougent plus lentement qu'on le voudrait. » Aussi, M^{me} Goupil insiste pour inviter les femmes à davantage de solidarité avec les politiciennes au pouvoir et à un soutien plus fort. C'est, selon la ministre, la seule manière d'accélérer le processus du changement. « Nous aimons avoir un réseau qui nous supporte et nous stimule au lieu de nous condamner à la première déception », poursuit M^{me} Goupil en encourageant les participantes à entretenir ce dialogue avec les femmes qu'elles veulent ou ont voulu faire élire.

Il y a encore des femmes qui doutent de leur capacité à exercer du pouvoir, déplore la ministre, même si elles détiennent souvent les compétences nécessaires. « Pourtant, elles ont une capacité d'écoute exceptionnelle, une grande disponibilité et savent reconnaître qu'elles se sont trompées. » Il est à son avis important que les femmes continuent à se regrouper dans les mouvements associatifs. « Ce sont de bonnes écoles pour développer notre potentiel, pour gagner de l'assurance et éprouver nos habiletés pour le partage des idées. »

Ce n'est pas toujours le meilleur qui gagne dans les débats entourant une prise de décision. Cela heurte souvent les valeurs des femmes en matière de justice humaine.



M^{me} LINDA GOUPIL,
ministre de la Justice, procureure générale et ministre responsable
de la Condition féminine.

La ministre souligne aussi qu'au sein des instances décisionnelles, une fine perception des gens et des stratégies est importante. « Il faut savoir que ce n'est pas toujours le meilleur qui gagne dans les débats entourant une prise de décision. Cela heurte souvent nos valeurs en matière de justice humaine. Je refuse, pour ma part, de participer au jeu qui discrédite l'ensemble de la vie politique. Là aussi, il faudrait être plus nombreuses pour changer les règles. Elle invite les femmes : Venez voir ce qui se passe à l'Assemblée nationale et faites part de vos critiques sur la place publique. » Enfin, à l'heure de conclure le colloque, M^{me} Goupil insiste sur l'urgence que les femmes démystifient le pouvoir, le connaissent et apprennent à l'exercer.

Qu'est-ce que La Table de concertation de groupes de femmes du Bas-St-Laurent?

La Table de concertation de groupes de femmes du Bas-St-Laurent est un réseau féministe d'échange, d'appui, d'information et d'action qui réunit dix-neuf groupes de femmes de la région; elle intervient dans toute situation qui met en jeu les intérêts et les droits des femmes; elle vise la participation pleine et entière des femmes dans le développement de leur milieu, notamment par leur implication dans les instances décisionnelles. Elle occupe le siège de la condition féminine dans plusieurs instances de développement et elle constitue des comités aviseurs en conditions de vie des femmes auprès du Conseil régional de concertation et de développement et de la Régie régionale de la santé et des services sociaux. Grâce à un projet *À égalité pour décider*, elle poursuit actuellement des actions de sensibilisation, de formation et de réseautage pour renforcer la présence et l'action des femmes dans les lieux de pouvoir.

GRUPE FEMMES, POLITIQUE ET DÉMOCRATIE

ÉLAINE HÉMOND, présidente

4312, rue du Beau-Lieu, Cap-Rouge (Québec) G1Y 2N6

Téléphone : (418) 654-9390

Télécopieur : (418) 654-0451

Courriel : edissimo@globetrotter.net

Ont collaboré à cette publication

Cette publication a été produite par le Groupe Femmes, Politique et Démocratie, avec la collaboration de l'École nationale d'administration publique.

Coordonnatrice

Élaine Hémond

Textes

Élisabeth Germain, Madeleine Morceau, Sophie Brière, Natalie Rinfret, Marie-Michèle Guay et Élaine Hémond.

Graphisme

Téluq

Révisions et relectures

Hélène Leclère, Michel Umbriaco, Natalie Rinfret, Élisabeth Germain, Micheline Turcotte et Monique Fiat.

Impression

ENAP

Remerciements particuliers à Élisabeth Germain, agente de développement à la Table de concertation de groupes de femmes du Bas-St-Laurent. M^{me} Germain a participé au colloque et rédigé plusieurs des textes de *Traces et Jalons*.

ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION PUBLIQUE

SOPHIE BRIÈRE

555, boulevard Charest Est, Québec (Québec) G1K 9E5

Téléphone : (418) 641-3000, poste 6664

Télécopieur : (418) 641-3059

Courriel : sophie_briere@enap.quebec.ca

tuteurs en ligne | bibliothèque virtuelle | manuels d'études | cédérom | conférences télématiques en ligne | bibliothèque

J'ai l'université en tête.

*J'ai en tête d'étudier à mon rythme, sans me déplacer.
Cette formule d'étude me tient à cœur!*

La TÉLUQ*, c'est ma façon d'étudier

59 programmes d'études et plus de 260 cours offerts
à distance partout au Québec

- Administration
- Communication
- Environnement
- Formation à distance
- Langues
- Psychologie
- Relations industrielles
- Santé
- Sciences
- Sciences sociales
- Technologies de l'information

* La TÉLUQ, c'est la Télé-université.

Du lundi au mercredi : 8 h 30 à 18 h • Du jeudi au vendredi : 8 h 30 à 17 h

1 888 843-4333 Demandez le poste 242



*Contactez-nous,
il est toujours temps
de s'inscrire!*

NOUVEAU SITE
www.teluq.quebec.ca/242

Université du Québec
TÉLUQ
L'université à distance